



VILLE DE GASSIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt cinq

le : Quatre décembre à 18 heures 00

Le Conseil Municipal de la Commune de Gassin dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Anne-Marie WANIART, Maire,

Date de convocation du Conseil Municipal : 28 novembre 2025.

Membres présents : Agnès MARTIN, Séverine VILLETTE, Didier SILVE, Hervé BERNE, Sylvie BRUNET, Elisabeth DIGNAC, Anne-Marie MARCELLINO, Chantal SIMONI, Serge VOTA, Patrice REYNAUD, Mélanie CASCANT, Florian MARQUES, Solène PESCH.

Nombre de Conseillers :	
en exercice	21
présents	14
votants	18

Membre(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :

*Monsieur François MATTON à Madame Sylvie BRUNET,
Madame Florence BEC à Madame Agnès MARTIN,
Madame Caroline FUCHS à Madame Séverine VILLETTE,
Monsieur Sébastien BRUNO à Monsieur Hervé BERNE.*

Certifié exécutoire compte
tenu de la réception en
Sous-Préfecture
le : 09/12/2025
et de la publication sur le
site internet
le : 09/12/2025

Membre(s) absent(s) :

*Monsieur Karim JERIBI
Monsieur Grégory HERMELIN
Monsieur Anthony AMSTER*

Secrétaire de séance : Madame Séverine VILLETTE.

N° 25/65	OBJET : ÉCHANGE DE PARCELLES CHEMIN DU GOURBENET – ACTE EN LA FORME ADMINISTRATIVE : DÉSIGNATION DE L'ÉLU SIGNATAIRE
----------	---

Rapporteur : Madame Anne-Marie WANIART, Maire,

Dans le cadre du bornage de la propriété de la SAS Soleil de Pierre, située au lieu-dit du Gourbenet ou Vernatelle, il a été constaté que le tracé du chemin « du Gourbenet » a évolué au fil du temps.

Initialement le chemin du Gourbenet longeait la parcelle B 538, il traverse aujourd'hui la parcelle C 39, toutes deux appartenant à la SAS Soleil de Pierre.

L'ancien chemin est tombé en désuétude. Le chemin, tel qu'il existe actuellement, part de la RD 559 et rejoint la commune de La Croix-Valmer soit en direction du nouveau rond-point situé sur la RD 559, soit en direction de la rue Frédéric Mistral.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS N° 25/65 DU 4 DÉCEMBRE 2025 (SUITE)

Afin de régulariser la situation cadastrale, un échange de parcelles est proposé entre la Commune et la SAS Soleil de Pierre. Le nouveau tracé correspond à l'usage réel du chemin, confirmé par les éléments physiques sur le terrain et les photographies aériennes historiques. Ce chemin dans son emprise actuelle existe au moins depuis 1974.

Le géomètre mandaté a établi les plans et les Documents Modificatifs du Parcellaire Cadastral (DMPC) nécessaires à cette régularisation.

- L'ancien chemin communal longe la parcelle B 538 (SAS Soleil de Pierre) ; son emprise marque la limite entre les sections cadastrales B et C : il sera cadastré C 541 et B 1156 pour une contenance totale de 1 253 m². Il deviendra propriété de la SAS Soleil de Pierre.

- Le chemin actuel traverse la parcelle C 39 (SAS Soleil de Pierre), il sera cadastré C 538 pour une contenance de 1728 m². Il deviendra propriété de la commune de Gassin.

L'échange étant considéré comme une double cession le pôle d'évaluation domanial a été saisi. Dans son avis rendu le 20 octobre 2025 la cession a été évaluée à hauteur de 3200 € HT (trois mille deux cents euros hors taxe) et l'acquisition à 3500 € HT (trois mille cinq cents euros hors taxe).

S'agissant de la régularisation d'une situation de fait, les parties se sont entendue pour un échange sans contrepartie financière.

Conformément à l'article L. 161-10-2 du code rural, un dossier, comportant les plans de l'échange, une notice explicative et un registre d'observations, a été mis à la disposition du public du lundi 20 octobre 2025 au 21 novembre 2025 aux heures habituelles d'ouverture des services.

Un avis de mise à disposition a été affiché à la porte de la mairie, du service urbanisme et publié sur le site de la mairie pendant toute la durée de la mise à disposition.

Aucune consultation du dossier n'a été enregistrée et aucune observation portée au registre.

En vertu de l'article L. 1311-13 du code général des collectivités territoriales (CGCT) « *Les maires, ... sont habilités à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en la forme administrative par ces collectivités et établissements publics.*

Lorsqu'il est fait application de la procédure de réception et d'authentification des actes mentionnée au premier alinéa, la collectivité territoriale ou l'établissement public partie à l'acte est représenté, lors de la signature de l'acte, par un adjoint ou un vice-président dans l'ordre de leur nomination. ».

Madame le Maire étant chargée d'authentifier l'acte, un élu doit être désigné pour représenter la commune à la signature de l'acte.

En vertu de la convention d'assistance dans la rédaction des actes administratifs, la société TPF INGENIERIE a été missionnée pour l'élaboration du projet d'acte en la forme administrative visant l'échange de parcelles comme explicité en amont.

Ce projet a été transmis aux membres du conseil municipal ; et il leur est demandé :

- d'approuver l'échange de parcelles entre la commune et la SAS Soleil de Pierre : les parcelles C 541 et B 1156 d'une contenance de 1253 m² deviendront propriété de la SAS

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS N° 25/65 DU 4 DÉCEMBRE 2025 (SUITE)**

Soleil de Pierre ; la parcelle C 538 d'une contenance de 1728 m² deviendra propriété de la commune de Gassin.

- d'autoriser Madame Agnès MARTIN, 1^{ère} adjointe, à représenter la commune pour la signature de l'acte qui sera authentifié par le Maire ; et à la signature de tout document en lien avec ledit échange ;

- dit que la dépense des frais d'actes pour un montant forfaitaire de 350 € HT (trois cent cinquante euros hors taxes) soit 420 € TTC (quatre cent vingt euros toutes taxes comprises) et autres frais seront inscrit au budget 2025 à l'article 6227.

Le CONSEIL MUNICIPAL, ouï l'exposé de son rapporteur, après en avoir délibéré, **à L'UNANIMITÉ des suffrages exprimés :**

- **APPROUVE** l'échange de parcelles entre la commune et la SAS Soleil de Pierre : les parcelles C 541 et B 1156 d'une contenance de 1253 m² deviendront propriété de la SAS Soleil de Pierre ; la parcelle C 538 d'une contenance de 1728 m² deviendra propriété de la commune de Gassin.

- **AUTORISE** Madame Agnès MARTIN, 1^{ère} adjointe, à représenter la commune pour la signature de l'acte qui sera authentifié par le Maire ; et à la signature de tout document en lien avec ledit échange ;

- **AUTORISE** Madame Agnès MARTIN, 1^{ère} adjointe, à signer tout document en lien avec ledit échange ;

- **DIT** que la dépense des frais d'actes pour un montant forfaitaire 350 € HT (trois cent cinquante euros hors taxes) soit 420 € TTC (quatre cent vingt euros toutes taxes comprises) et autres frais seront inscrit au budget 2025 à l'article 6227.

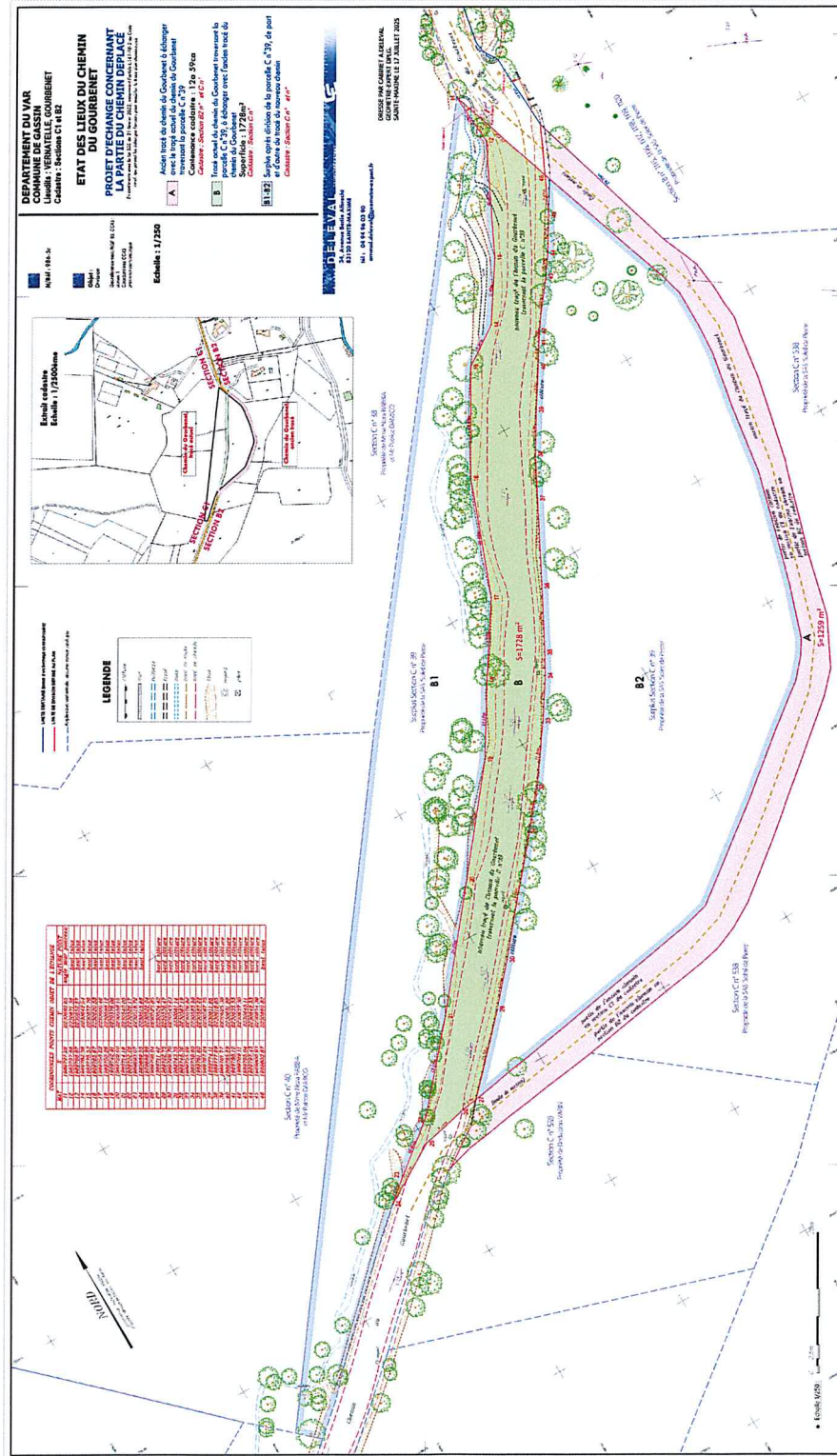
Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



Copie conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Anne-Marie WANIART

La secrétaire
Séverine VILLETTE





Direction Générale des Finances Publiques
Direction régionale / départementale des Finances Publiques Du Var
Pôle d'évaluation domaniale de Toulon
Place BESAGNE CS 91409
83 000 TOULON
Courriel : ddfig83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 20 octobre 2025

Le Directeur départemental des Finances publiques du
VAR

à

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Philippe CHAZEL
Courriel : philippe.chazel@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06 61 77 54 71
Réf DS : 26805098
Réf OSE : 2024 83065 71302

Commune de Gassin

Affaire suivie par Mme Bailly

AVIS DU DOMAINE SUR UNE VALEUR VENALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible
sur le site collectivites-locales.gouv.fr*

Nature du bien : Echanges de sols.

Adresse : Gourbenet, Gassin.

Valeur vénale HT cession : **3 200 €**

Valeur vénale HT acquisition : **3 500 €**

1 - CONSULTANT

Commune de Gassin, affaire suivie par Mme Bailly.

2 - DATES

de consultation :	01/10/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis :	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet : Renseignements complémentaires	16/10/2025

3 - OPERATION IMMOBILIERE SOUMISE A L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	X
Acquisition :	X
Amiable par voie de préemption (D.I.A) par voie d'expropriation	
Prise à bail :	
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	X
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	

3.3. Projet et prix envisagé : Projet de cession d'un délaissé.

4- DESCRIPTION DU BIEN

Commune de Gassin

La commune de Gassin (environ 2.700 habitants) est un village touristique pittoresque, agricole et résidentiel situé sur le littoral sud-est du Var, au centre de la presqu'île de Saint-Tropez dans le massif des Maures, chaîne de montagnes qui s'étend d'Hyères à Fréjus.

Les biens à estimer

Cadastre et superficie :

Cession : $665 + 585 = 1\,253 \text{ m}^2$ à ce jour non cadastrés.

Acquisition : $1\,728 \text{ m}^2$ à détacher d'une plus grande parcelle cadastrée section C n°39.

Situation et nature :

Les deux biens se situent à l'extérieur de l'agglomération dans un secteur peu urbanisé.

Cession : deux détachements distincts de respectivement 668 et 585 m² en nature de bois et taillis (ancien chemin du Gourbenet à ce jour à l'abandon.

Acquisition : Assiette d'un chemin de terre carrossable ayant remplacé l'ancien chemin

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de la parcelle :

Cession : Commune de Gassin.

Acquisition : SCI Soleil de pierre.

5.2. Conditions d'occupation : Biens évalués libres de toute occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

¹Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Au PLU de la commune de Gassin, les biens à estimer sont situés en zone N naturelle.

7 - METHODE(S) D'EVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Bien de fait hors marché ne pouvant relever que d'une valeur de convenance, par défaut méthode de la comparaison directe, laquelle consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - METHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché :

Peu ou pas de TC réellement pertinents soit, par défaut, mutations récentes à Gassin et dans une commune limitrophe de terrains à l'état d'inculte en zone inconstructible :

Commune	Réf cad	Date acte	Sup m²	Nature	Prix HT	VV m² HT
Gassin	B 65	22/02/2024	660	Taillis	2 200 €	3,33 €
Grimaud	AY 90 ...	19/08/2024	4348	Terres	16 251 €	3,74 €
Grimaud	AX 6	27/07/2023	8102	Prés	25 000 €	3,09 €
Grimaud	AX 9	24/08/2024	2189	Prés	3 000 €	1,37 €
Moyennes			3824,75		11 613 €	2,88 €

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue :

Bien sans réel intérêt économique et relevant de fait d'une valeur de convenance, une valeur métrique moyenne de **2,50 € et 2 € pour le chemin**

Cession : $1\,253\text{ m}^2 \times 2,50\text{ €} = 3\,132\text{ €}$.

Acquisition : $1\,728\text{ m}^2 \times 2\text{ €} = 3\,456\text{ €}$

9 - DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE– marge d'appréciation

Il pourra être retenu une valeur métrique égale à 2,50 €, soit : $273\text{ m}^2 \times 2,50\text{ €} = 682,50\text{ €}$.

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assorties d'une large marge d'appréciation étant rappelé qu'il s'agit d'estimation et de valeur et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale des biens est respectivement arrondie à **3 200 €** et **3 500 €** et pourront être assorties d'une marge d'appréciation de 20%. s'agissant de biens totalement spécifiques et ne pouvant relever que d'une valeur de convenance.

Ces valeurs sont exprimées hors taxe et hors droits.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour **vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé**.

10 - DUREE DE VALIDITE

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour PRENDRE EN COMPTE UNE modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRESENT AVIS A DES TIERS ET RESPECT DES REGLES DU SECRE PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques du Var

Philippe CHAZEL

Inspecteur des Finances publiques



MINUTE

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

PREMIERE PARTIE

COMMUNE DE GASSIN

L'An Deux Mille Vingt Cinq
Et le
En l'Hôtel de Ville de GASSIN,
Madame le Maire de la commune de GASSIN
A reçu le présent acte authentique comportant

ECHANGE DE TERRAINS

ENTRE

La société dénommée « SOLEIL DE PIERRE » société par actions simplifiée à associé unique (SASU) au capital de 205 000,00 €, dont le siège social est à GASSIN – 504 Route Départementale n° 61 – N° SIREN 887 537 199 – inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de FREJUS, représentée par la société dénommée « TD DEVELOPPEMENT » agissant en sa qualité de gérante, elle-même représentée par Monsieur Vincent MIGNOT, domicilié administrativement au siège social.

ci-après désignée par l'appellation « PREMIER COMPARANT »

ET

La commune de GASSIN (N° SIREN 218 300 655)

ci-après désignée par l'appellation « SECOND COMPARANT ».

EXPOSE

Aux termes d'une délibération, dont une copie restera annexée aux présentes, le Conseil Municipal de la commune de GASSIN a décidé d'autoriser Madame le Maire à recevoir le présent acte dans le cadre de la régularisation foncière de l'assiette du Chemin du Gourbenet.

DESIGNATIONS DES IMMEUBLES

1°) Immeuble cédé par la SASU SOLEIL DE PIERRE :

Sur le territoire de la commune de GASSIN, au lieudit « Vernatelle » une parcelle de terrain d'une contenance totale de 1 728 m², plus amplement désignée au tableau ci-après :

Section	N°	Lieudit	Surface en m ²	Parcelle Mutée		Parcelles restant appartenir à la SASU	
				N°	Surface en m ²	N°	Surface en m ²
C	39	Vernatelle	9 995	538	1 728	539 540	3 266 4 996 *

* Ecart Cadastral = 5 m²

suivant DA n° 1710 E

2°) Immeuble cédé en contre échange par la commune de GASSIN :

Sur le territoire de la commune de GASSIN, au lieudit « Vernatelle » deux parcelles de terrain d'une contenance totale de 1 253 m², savoir :

➤ Parcelle cadastrée Section C n° 541 de 585 m². Cette parcelle est issue du Domaine Communal aux termes du document d'arpentage n° 1710 E, susvisé, dont l'original sera déposé au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de DRAGUIGNAN en même temps que les présentes.

➤ Parcelle cadastrée Section B n° 1156 de 668 m². Cette parcelle est issue du Domaine Communal aux termes du document d'arpentage n° 1711 A, dont l'original sera déposé au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de DRAGUIGNAN en même temps que les présentes.

ORIGINES DE PROPRIETE

1°) Du chef de la SASU SOLEIL DE PIERRE:

Bien propre à la SASU SOLEIL DE PIERRE pour l'avoir acquis de Monsieur TUJAGUE aux termes d'un acte reçu par Maître TROADEC, Notaire à SAINT TROPEZ, le 15 octobre 2020, publié au Bureau du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de DRAGUIGNAN le 13 novembre 2020 – Volume 20P n° 11620 -

2°) Du chef de la commune de GASSIN:

Biens propres à la commune de GASSIN antérieurement au 1^{er} janvier 1956

PROPRIETE - JOUISSANCE

LES COMPARANTS seront propriétaires des immeubles échangés au moyen et par le seul fait des présentes et ils en auront la jouissance à compter de la prise de possession réelle.

SOLTE

Pour le calcul de la solte les biens échangés sont évalués :

* à la somme de TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS pour l'immeuble cédé par la SASU SOLEIL DE PIERRE (3 500,00 €)

* à la somme de TROIS MILLE DEUX CENTS EUROS pour l'immeuble cédé par la commune de GASSIN (3 200,00 €)

Le présent échange a lieu sans solte, d'accord entre les parties.

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

Le présent échange est exonéré de droit de timbre de dimension, de droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (Article 1042 I du Code Général des Impôts) et sera soumis à la formalité fusionnée.

IMPOSITION DES PLUS VALUES

LE PREMIER COMPARANT déclare, sous sa responsabilité que le présent échange n'est pas soumis aux formalités de déclaration de plus-values énoncées dans la loi de finance 2004 – Article 150 U à 150 VG du CGI – le montant de la transaction étant, de fait, inférieur à 15 000,00 €

DOMICILE FISCAL

Centre des Impôts de FREJUS

FIN DE PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

TITRE I LES PERSONNES

A – PREMIER COMPARANT

La société dénommée « SOLEIL DE PIERRE » est représentée par la société dénommée « TD DEVELOPPEMENT » agissant es qualité, elle-même représentée par Monsieur Vincent MIGNOT, comme sus analysé.

B – SECOND COMPARANT

La commune de GASSIN est représentée par Madame MARTIN Agnès, agissant en sa qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire, dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu des dispositions de l'article L 1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

TITRE II LES BIENS

A - DECLARATION CONCERNANT LES BIENS

Les Comparants déclarent :

- qu'à leur connaissance, les IMMEUBLES échangés ne sont grevés, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'ils n'ont personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur les IMMEUBLES,
- que les IMMEUBLES sont libres de toute hypothèque ou de tout privilège,
- qu'ils n'ont consentis aucun droit de fermage, location ou occupation quelconque sur tout ou partie des IMMEUBLES.

TITRE III CONVENTIONS PARTICULIERES

Néant

TITRE IV CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent échange est consenti et accepté aux clauses et conditions suivantes auxquelles les parties déclarent se référer expressément dans la mesure où, précédemment, il n'a été fait mention d'aucune clause ou indication contraire.

I - PERSONNES

a) Dénominations

Pour leur comparution ou leur intervention aux présentes, les dénominations :

- les COMPARANTS désignent les propriétaires échangistes, et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires ; si l'échange est le fait de plusieurs personnes, celles-ci agissent conjointement et solidairement entre elles.

- le CONJOINT désigne, le cas échéant, les conjoints des personnes qui précèdent, que ceux-ci soient déjà comparants ou qu'ils interviennent seulement pour faire les déclarations mentionnées au c) ci-après.

b) Déclarations

le PREMIER COMPARANT déclare :

- que sa désignation est telle qu'il est indiqué en tête des présentes,

- qu'il n'a jamais été en état de banqueroute, de faillite, de liquidation ou de règlement judiciaire, qu'il n'a pas demandé le bénéfice du règlement amiable homologué,

II - LES BIENS

En ce qui concerne la désignation des biens échangés, il est précisé que, si l'échange intéresse un ou plusieurs immeubles, ceux-ci sont désignés par l'abréviation l'IMMEUBLE.

a) LES COMPARANTS prendront les IMMEUBLES dans l'état où ils se trouvent actuellement avec toutes leurs appartenances et dépendances, toutes facultés quelconques pouvant y être attachées sans aucune exception ni réserve.

LES COMPARANTS ne pourront prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, et, notamment, en raison de communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou de la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle, excédât-elle un vingtième en plus ou en moins, devant faire le profit ou la perte des COMPARANTS, sans recours l'un contre l'autre.

LES COMPARANTS souffriront les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les IMMEUBLES, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe, le tout à leurs risques et périls, sans recours l'un contre l'autre et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits que ceux auxquels ils pourraient légalement prétendre.

LES COMPARANTS acquitteront, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels les IMMEUBLES peuvent ou pourront être assujettis, de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé l'un contre l'autre.

LES COMPARANTS feront leur affaire personnelle de tous traités d'abonnements aux eaux, gaz, électricité et autres qui ont pu être contractés précédemment et relativement à l'IMMEUBLE reçu.

b) LES COMPARANTS s'obligent aux garanties de fait et de droit les plus étendues.

LES COMPARANTS déclarent que les IMMEUBLES sont libres de tout privilège ou hypothèque et qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une constitution de bien de famille.

LES COMPARANTS déclarent expressément faire leur affaire personnelle de toute indemnité à payer à toute personne pouvant réclamer des droits ou actions quelconques sur les IMMEUBLES échangés.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

a) Remise de titres

Il n'est pas remis de titres de propriétés antérieurs aux comparants.

b) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en l'Hôtel de Ville de la COMMUNE.

c) Dépôt de la minute

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la COMMUNE.

d) Frais et droits

Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence resteront à la charge du SECOND COMPARANT, à l'exception de tous droits et taxes susceptibles, le cas échéant, de découler des obligations fiscales incombant légalement au PREMIER COMPARANT et qui doivent rester à sa charge personnelle.

e) Publicité foncière

Une expédition des présentes sera publiée au Bureau du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement compétent.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

LE PREMIER COMPARANT

Monsieur Vincent MIGNOT

LE SECOND COMPARANT

Madame MARTIN Agnès

Le Maire de la commune de GASSIN

Madame WANIART Anne-Marie